

D-2026-433

## ARRÊTE

**portant restriction temporaire de circulation  
sur la route Départementale n° 13  
du PR 0+810 au PR 1+000  
Commune de SERMOISE/LOIRE  
Hors agglomération**

-----

**Le Président du Conseil Départemental,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, 8<sup>ème</sup> partie, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** la demande de la FRENCH RUN et de l'USON en date du 21 avril 2026,

**VU** l'arrêté n° D-2026-129 du 11 mars 2026 portant délégation de signature aux agents départementaux,

**VU** l'arrêté n° D 2026-232 du 23 avril 2026,

**Considérant** que pour permettre le bon déroulement de la manifestation des 10 km de USON, il s'avère indispensable de réglementer la vitesse de tous les véhicules sur la route départementale n° 13 et d'accorder la priorité de passage aux participants.

## ARRÊTE

**Article 1er :**

L'arrêté n° D 2026-232 du 23 avril 2026 est abrogé,

**Article 2 :**

Le vendredi 19 juin 2026, de 19h00 à 23h30, les restrictions suivantes seront instaurées:

- la vitesse de tous les véhicules circulant sur la RD 13 entre les PR 0+810 et 1+000 sera limitée à 30 km/h dans les 2 sens ;
- la priorité de passage sera donnée aux participants au carrefour RD13 / levée de la jonction.

**Article 3 :**

La signalisation temporaire liée à l'abaissement de vitesse sera à la charge de la commune de Sermoise/Loire.

La gestion de la priorité de passage sera à la charge et sous la responsabilité des organisateurs. Une vigilance particulière devra être observée aux intersections qui seront tenues par des signaleurs agréés et équipés conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n° DS/DSMJ/DMAT/2013/188 du 06 mai 2013.

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental dans les deux mois suivant sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Dijon dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux.

Le Tribunal peut être saisi via l'application de Télérecours citoyens accessible par le site internet "[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".

**Article 5 :**

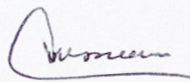
- Monsieur le Directeur Général des Services du Département,
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de la Nièvre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Nièvre.

A NEVERS, le 18 juin 2026

**P/Le Président du conseil départemental**  
et par délégation  
Le Chef du Service Mobilités,



**Olivier CHESNEAU**

Publié le 18/06/2026

Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental de la Nièvre